



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Enseignement agricole

Question écrite n° 12174

Texte de la question

M Andre Berthol attire l'attention de M le ministre de l'agriculture et de la foret sur les preoccupations exprimees par les responsables de l'Union nationale des maisons familiales rurales d'education et d'orientation, concernant l'insuffisance des aides publiques qui leur sont accordees, en application de la loi no 84-1285 du 31 decembre 1984. Il lui demande s'il envisage que ces etablissements puissent beneficier d'une aide plus importante pour leur permettre d'assurer un enseignement adapte aux besoins de l'agriculture, compte tenu de l'importance et de l'efficacite des formations par alternance dans l'enseignement agricole.

Texte de la réponse

Reponse. - L'importance du soutien financier accorde par l'Etat a l'enseignement agricole prive varie selon le type d'etablissement concerne, ceci conformement aux dispositions de la loi no 84-1285 du 31 decembre 1984. Sur la demande et avec l'accord des unions et federations nationales representatives des organismes responsables des centres de formation, le texte legislatif a distingue nettement deux genres d'etablissements : d'un cote, ceux mentionnes a l'article 4 de la loi et dont les formations sont dispensees dans les conditions prevues au premier alinea de l'article 8 de la loi no 84-579 du 9 juillet 1984, de l'autre, ceux mentionnes a l'article 5 de la loi du 31 decembre 1984, qui offrent des formations a temps plein conjuguant, selon un rythme approprie, les enseignements theoriques et pratiques dispenses, d'une part dans l'etablissement meme et, d'autre part, dans le milieu agricole et rural. Les differences constatees dans le montant des dotations budgetaires destinees a la prise en charge respective des frais de fonctionnement exposes par les centres vises aux articles 4 et 5 de la loi resultent des orientations inscrites dans le texte legislatif et des dispositions financieres du decret du 14 septembre 1988 pris pour son application. Elles tiennent compte a la fois : des differences reelles de cout constatees entre les deux types d'etablissement ; d'une certaine analogie avec le systeme contractuel mis en place a l'education nationale par la loi Debre, lequel fait une distinction entre le regime du contrat simple et celui du contrat d'association, tant au plan des contraintes imposees aux etablissements qu'au plan des financements publics leur etant alloues en contrepartie. Malgre les reactions que peut susciter parfois cette disparite de traitement, il n'apparait pas opportun de remettre en cause l'economie de la loi de decembre 1984, votee sans opposition, avant meme que cette loi n'ait ete mise en application dans sa totalite.

Données clés

Auteur : [M. Berthol Andre](#)

Circonscription : - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 12174

Rubrique : Enseignement prive

Ministère interrogé : agriculture et forêt

Ministère attributaire : agriculture et forêt

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 avril 1989, page 1849